

INDUSTRIE DES LEGUMES : Conditions de travail et de rémunération

CCT valable du 1.1.2009 au 31.12.2010 et tacitement reconductible.

C.P.Industrie Alimentaire - Séance du 29.6.2009

**Neeriegging-oépôt: 08/07/2009
Regist.-Enregistr.: 13/10/2009
N°: 94957/CO/118.09**

Chapitre 1 - Champ d'application

Art. 1. § 1. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux ouvriers des entreprises de conserves de légumes, légumes déshydratés, choucroute, légumes en saumure, préparation de légumes secs, surgelés et congelés, le nettoyage ou la préparation de légumes frais.

Appartiennent au secteur des conserves de légumes, les entreprises qui transforment essentiellement un assortiment de légumes et/ou de produits végétaux de première ou seconde transformation en vue de la conservation de longue durée par appertisation en boîte ou verre, par pasteurisation et/ou par surgélation.

§ 2. Par "ouvriers" sont visés les ouvriers masculins et féminins.

Chapitre 2 - Salaires horaires

Art. 2. Le 1^{er} janvier 2009, les salaires horaires minimums suivants sont d'application pour les ouvriers qui n'ont pas six mois d'ancienneté dans l'entreprise, quel que soit leur âge :

38 heures/semaine

Catégoriel	10,17 Euro
Catégorie II	10,56 Euro
Catégorie III	10,93 Euro
Catégorie IV	11,24 Euro
Catégorie V	11,62 Euro
Catégorie VI	11,96 Euro
Catégorie VII	12,29 Euro
Catégorie VIII	12,71 Euro
Catégorie IX	13,05 Euro

Art. 3. Le 1^{er} janvier 2009, les salaires horaires minimums suivants sont d'application pour les ouvriers qui ont six mois d'ancienneté dans l'entreprise, quel que soit leur âge:

38 heures/semaine

Catégoriel	10,32 Euro
Catégorie II	10,72 Euro
Catégorie III	11,09 Euro
Catégorie IV	11,40 Euro
Catégorie V	11,79 Euro
Catégorie VI	12,14 Euro
Catégorie VII	12,47 Euro
Catégorie VIII	12,90 Euro
Catégorie IX	13,24 Euro

Art.4. § 1. Au 1^{er} janvier 2010, les salaires horaires minimums mentionnés dans les articles 2 et 3 sont augmentés de €0,08 après indexation.

§ 2. Les entreprises peuvent reporter l'application dans leur entreprise de l'augmentation des salaires horaires minimums prévue dans le présent article jusqu'au 1^{er} janvier 2011, moyennant une CCT d'entreprise conclue au plus tard le 30 juin 2009.

Art. 5. Au 1^{er} juillet 2010, les salaires horaires minimums mentionnés dans les articles 2 et 3 sont augmentés une deuxième fois de €0,08 après indexation éventuelle.

Art. 6 La condition de six mois d'ancienneté est remplie le jour où l'addition de toutes les périodes d'occupation, interrompues ou non, auprès d'un même employeur au cours des deux dernières années s'élève au moins à six mois.

On entend par périodes d'occupation les périodes couvertes par :

- tous les contrats de travail, de quelque nature que ce soit, même si son exécution est suspendue; et/ou
- les contrats d'intérim.

Art. 7 En dérogation à l'article 2 de la présente convention collective de travail, les salaires minimums suivants sont d'application aux ouvriers liés par un contrat de travail d'étudiants, comme prévu sous le titre VII de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, exprimés en pourcentage des salaires minimums mentionnés à l'article 2 :

Âge	Pourcentage
18 ans et plus	90
17 ans	80
16 ans	70
15 ans	60

Chapitre 3 - Prime saisonnière

Art. 8 Les primes saisonnières suivantes sont payées :

- pour la catégorie I :
après 3 saisons consécutives : 0,0137 Euro de l'heure
après 4 saisons consécutives : 0,0272 Euro de l'heure
- pour la catégorie II :
après 2 saisons consécutives : 0,0137 Euro de l'heure
après 3 saisons consécutives : 0,0272 Euro de l'heure
après 4 saisons consécutives : 0,0406 Euro de l'heure.

Au 1^{er} janvier 2010, ces primes saisonnières sont portés à :

- pour la catégorie I :
après 3 saisons consécutives : 0,0144 Euro de l'heure
après 4 saisons consécutives : 0,0286 Euro de l'heure

- ✓
- pour la catégorie II :
 - après 2 saisons consécutives : 0,0144 Euro de l'heure
 - après 3 saisons consécutives : 0,0286 Euro de l'heure
 - après 4 saisons consécutives : 0,0426 Euro de l'heure.

Ces primes sont limitées à la saison de quatre mois qui est en principe fixée du 1^{er} juillet au 31 octobre.

Cette période de quatre mois peut être quelque peu déplacée pour des raisons climatiques. Dans ce cas, la fédération patronale en informera préalablement le président de la Commission Paritaire de l'industrie alimentaire et les organisations y représentées.

La prime saisonnière peut être soumise à des conditions de fidélité ; celles-ci sont à déterminer de commun accord au sein de l'entreprise.

Art. 9. Ces primes ne sont pas d'application dans les entreprises où un avantage identique ou équivalent est attribué sous une autre forme, ou si les salaires réellement payés dépassent les salaires horaires minimums d'un montant égal ou supérieur à ces primes.

Au cas où les salaires réellement payés dépassent les salaires minimums sans que la différence atteigne le montant des primes, il y a lieu d'appliquer les compléments nécessaires.

Chapitre 4 - Rattachement des salaires à l'indice des prix à la consommation

Art. 10. Les salaires horaires minimums visés dans la présente convention collective de travail sont rattachés à l'indice des prix à la consommation, conformément à la convention collective de travail du 29.6.2009 conclue au sein de la Commission Paritaire de l'industrie alimentaire.

Chapitre 5 - Prime de travail de nuit

Art. 11. § 1. Une prime égale à un supplément horaire de 10% avec un minimum de 1,62 Euro est accordée aux ouvriers qui travaillent la nuit.

§ 2. Au 1^{er} janvier 2010, cette prime est portée à 10 %, avec un minimum de 1,71 Euro par heure.

Art. 12. La nuit compte une période de huit heures, qui sont considérées comme étant fixées de 22 à 6 heures.

Cette période peut toutefois être fixée de 21 à 5 heures, ou de 23 à 7 heures, pour autant que cela figure au règlement de travail.

Art. 13. Cette prime est payée en tout ou en partie s'il n'existe pas dans l'entreprise, des avantages équivalents basés sur des critères identiques.

Art. 14. La prime de nuit n'est pas d'application pour les heures pour lesquelles un supplément de salaire de 50% ou de 100% pour travail supplémentaire est applicable.

Chapitre 6 - Prime de travail en équipes

Art. 15. Une prime égale à un supplément horaire minimum de

- 0,41 Euro est octroyée pour le travail presté dans l'équipe du matin;
- 0,46 Euro est octroyée pour le travail presté dans l'équipe de l'après-midi.

Ces primes peuvent être remplacées par une prime de 0,87 Euro pour l'ensemble de ces deux équipes.

Au 1^{er} janvier 2010, ces suppléments horaires minimums sont portés à :

- 0,43 Euro pour le travail presté dans l'équipe du matin;
- 0,49 Euro pour le travail presté dans l'équipe de l'après-midi.

Ces primes peuvent être remplacées par une prime de 0,92 Euro pour l'ensemble de ces deux équipes.

Sauf stipulation contraire du règlement de travail, les heures de travail des équipes sont fixées comme suit :

- pour l'équipe du matin : de 6 à 14 heures ;
- pour l'équipe de l'après-midi : de 14 à 22 heures.

Art. 16. Les primes prévues à l'article 15 peuvent être réduites à concurrence des primes existantes accordées suivant des critères équivalents.

Art. 17. Le repos non payé pour le travail en équipes est généralisé à 1/2 heure pour toutes les catégories, sauf autres dispositions prévues dans le règlement de travail ou dans une convention d'entreprise.

Chapitre 7-Validité

Art. 18. La présente convention collective de travail remplace celle du 4.7.2007, conclue au sein de la C.P. de l'industrie alimentaire, relative aux conditions de travail et de rémunération des ouvriers occupés dans l'industrie des légumes, rendue obligatoire par A.R. du 20.2.2008 (M.B. du 12.3.2008)

Elle produit ses effets au 1er janvier 2009 et elle cesse d'être en vigueur le 31 décembre 2010. Subséquemment elle est prorogée par tacite reconduction pour des périodes consécutives d'un an, sauf dénonciation par une des parties, signifiée au plus tard trois mois avant l'échéance de la convention collective de travail, par lettre recommandée à la poste, adressée au président de la Commission paritaire de l'industrie alimentaire ainsi qu'aux organisations y représentées.

Les dispositions plus avantageuses qui existaient avant l'entrée en vigueur de la présente convention collective de travail, sont maintenues.

Commentaire sur l'article 6

Les parties conviennent que cette période de six mois pourra être constituée par des périodes d'occupation interrompues ou non auprès du même employeur endéans une période de référence de deux ans. Dès que cette condition de six mois est réalisée, elle reste acquise pour toutes les périodes d'occupation ultérieures auprès de cet employeur.

Commentaire sur l'article 7

Ces salaires minimums des jeunes travailleurs mis au travail avec un contrat de travail pour étudiants, comme stipulé dans le chapitre VII de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, ont été fixés en tenant compte de la période de formation d'application aux jeunes ouvriers et pour faciliter l'intégration des jeunes sur le marché de l'emploi.

GROENTENIJVERHEID : Loon- en arbeidsvoorwaarden

CAO. geldig van 1.1.2009 töt 31.12.2010 en stilzwijgend verlengd.

P.C.Voedingsnijverheid - zitting van 29.6.2009

Hoofdstuk 1 - Toepassingsgebied

Art. 1. § 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de arbeiders tewerkgesteld in de ondernemingen van groenteconserven, watervrije groenten, zuurkool, in zout ingelegde groenten, bereiding van droge, bevroren en diepbevroren groenten, het schoonmaken of bereiden van verse groenten.

Töt de sector van de groenteconserven behoren de ondernemingen die hoofdzakelijk een assortiment groenten en/of plantaardige producten in eerste of tweede verwerking voor langdurige bewaring bewerken door appertisatie in blik of glas, door pasteurisatie en/of diepvries.

§ 2. Met arbeiders worden de mannelijke en vrouwelijke arbeiders bedoeld.

Hoofdstuk 2 - Uurlonen

Art. 2. Op 1 januari 2009 gelden de volgende minimumuurlonen voor de arbeiders die geen 6 maanden anciënniteit in de onderneming tellen, en dit ongeacht hun leeftijd :

38 uur/week	
Catégorie I	10,17 Euro
Catégorie II	10,56 Euro
Catégorie III	10,93 Euro
Catégorie IV	11,24 Euro
Catégorie V	11,62 Euro
Catégorie VI	11,96 Euro
Catégorie VII	12,29 Euro
Catégorie VIII	12,71 Euro
Catégorie IX	13,05 Euro

Art. 3. Op 1 januari 2009 gelden volgende minimumuurlonen voor de arbeiders die 6 maanden anciënniteit in de onderneming tellen, en dit ongeacht hun leeftijd :

38 uur/week	
Catégoriel	10,32 Euro
Catégorie II	10,72 Euro
Catégorie III	11,09 Euro
Catégorie IV	11,40 Euro
Catégorie V	11,79 Euro
Catégorie VI	12,14 Euro
Catégorie VII	12,47 Euro
Catégorie VIII	12,90 Euro
Catégorie IX	13,24 Euro

Art.4. §1. Op 1 januari 2010 worden de minimumuurlonen vermeld in artikel 2 en 3 na indexering verhoogd met € 0,08.

§2. Ondernemingen kunnen de toepassing van de in dit artikel bepaalde verhoging van de minimumlonen in hun onderneming uitstellen tôt 1 januari 2011 door middel van een CAO op ondernemingsvlak gesloten uiterlijk op 30 juni 2009.

Art.5. Op 1 juli 2010 worden de minimumuurlonen vermeld in artikel 2 en 3 voor een tweede keer verhoogd met € 0,08 na eventuele indexering.

Art. 6. De voorwaarde van zes maanden anciënniteit is ingevuld op de dag dat de som van aile tewerkstellingsperiodes, al dan niet onderbroken, bij een zelfde werkgever in de loop van de laatste twee jaar minstens zes maanden bedraagt.

Onder tewerkstellingsperiodes dient men te verstaan de périodes gedekt door:

- aile arbeidsovereenkomsten, van welke aard ook, zelfs al wordt de uitvoering ervan geschorst; en/of
- een interimovereenkomst.

Art. 7. In afwijking op artikel 2 van deze collectieve arbeidsovereenkomst gelden voor arbeiders tewerkgesteld met een overeenkomst voor tewerkstelling van studenten zoals bepaald in titel VII van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten volgende minimumlonen, uitgedrukt als een percentage van de in artikel 2 vermelde minimumlonen :

Leeftijd	Percentage
18jaarenouder	90
17 jaar	80
16 jaar	70
15 jaar	60

Hoofdstuk 3 - Seizoenpremie

Art. 8. De volgende seizoenpremies worden betaald :

- voor catégorie I :
na 3 opeenvolgende seizoenen : 0,0137 Euro per uur
na 4 opeenvolgende seizoenen : 0,0272 Euro per uur
- voor catégorie II :
na 2 opeenvolgende seizoenen : 0,0137 Euro per uur
na 3 opeenvolgende seizoenen : 0,0272 Euro per uur
na 4 opeenvolgende seizoenen : 0,0406 Euro per uur.

Deze seizoenpremies worden op 1 januari 2010 gebracht op:

- voor catégorie I :
na 3 opeenvolgende seizoenen : 0,0144 Euro per uur
na 4 opeenvolgende seizoenen : 0,0286 Euro per uur
- voor catégorie II :
na 2 opeenvolgende seizoenen : 0,0144 Euro per uur

na 3 opeenvolgende seizoenen : 0,0286 Euro per uur
na 4 opeenvolgende seizoenen : 0,0426 Euro per uur.

Deze premies worden beperkt tôt het seizoen van vier maanden, in principe vastgesteld van 1 juli tôt 31 oktober.

Deze période van vier maanden kan lichtelijk verplaatst worden voor redenen van klimaat. In dit geval zal de werkgeversfederatie op voorhand de voorzitter van het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid en de erin vertegenwoordigde organisaties verwittigen.

De seizoenpremie mag onderworpen worden aan getrouwheidsvoorwaarden. Deze dienen op de onderneming in gemeenschappelijk akkoord vastgesteld te worden.

Art. 9. Deze premies zijn niet van toepassing op de ondernemingen waar reeds een gelijkaardig of gelijkwaardig voordeel wordt toegekend onder een andere vorm, of wanneer de werkelijke uitbetaalde lonen de minimumuurlonen overschrijden met een bedrag dat gelijk is aan of hoger is dan deze premies.

Wanneer de werkelijke uitbetaalde lonen de minimumlonen overschrijden zonder dat het verschil het bedrag van de premies bereikt, moeten de nodige aanvullingen toegepast worden.

Hoofdstuk 4 - Koppeling van de lonen aan het indexcijfer van de consumptieprijzen

Art. 10. De bij deze collectieve arbeidsovereenkomst vastgestelde minimumuurlonen worden gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen, overeenkomstig de collectieve arbeidsovereenkomst van 29.6.2009 tôt koppeling van de lonen aan het indexcijfer der consumptieprijzen, gesloten in het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid.

Hoofdstuk 5 - Premie voor Nachtarbeid

Art. 11. § 1. Een premie gelijk aan een uurtoeslag van 10% met een minimum van 1,62 Euro wordt toegekend aan de arbeiders die 's nachts tewerkgesteld worden.

§ 2. Deze premie wordt op 1 januari 2010 gebracht op 10% met een minimum van 1,71 Euro per uur.

Art. 12. De nacht omvat een période van 8 uren, die beschouwd worden als zijnde vastgesteld van 22 tôt 6 uur.

Deze période kan nochtans van 21 tôt 5 uur, of van 23 tôt 7 uur, vastgesteld worden, mits dit vermeld wordt in het arbeidsreglement.

Art. 13. Deze premie wordt slechts geheel of gedeeltelijk betaald als in de onderneming nog geen voordelen van gelijke waarde, gebaseerd op dezelfde criteria, bestaan.

Art. 14. De nachtpremie is niet van toepassing voor de uren waarvoor een loontoeslag van 50 % of 100 % voor overwerk van toepassing is.

Hoofdstuk 6 - Premie voor Ploegenarbeid

Art. 15. Een premie gelijk aan een minimum uurtoeslag van :

- 0,41 Euro wordt toegekend voor de arbeid geleverd in de morgenploeg;
- 0,46 Euro wordt toegekend voor de arbeid geleverd in de namiddagploeg.

Deze premies mogen vervangen worden door een premie van 0,87 Euro voor het geheel van deze 2 ploegen.

Deze minimum uurtoeslagen worden op 1 januari 2010 gebracht op :

- 0,43 Euro wordt toegekend voor de arbeid geleverd in de morgenploeg ;
- 0,49 Euro wordt toegekend voor de arbeid geleverd in de namiddagploeg.

Deze premies mogen vervangen worden door een premie van 0,92 Euro voor het geheel van deze 2 ploegen.

Behalve wanneer het anders voorzien wordt in het arbeidsreglement, zijn de arbeidsuren van de ploegen als volgt vastgesteld :

- voor de morgenploeg : van 6 töt 14 uur;
- voor de namiddagploeg : van 14 töt 22 uur.

Art. 16. De in het artikel 15 voorziene premies mogen verminderd worden ten belope van bestaande premies toegekend volgens gelijkwaardige criteria.

Art. 17. De niet betaalde rust voor ploegenwerk is töt 1/2 uur veralgemeend voor alle categorieën, behoudens andere regelingen voorzien in het arbeidsreglement of bedrijfs-C.A.O.

Hoofdstuk 7 - Geldigheid

Art. 18. Deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangt deze van 4.7.2007, gesloten in het Paritair Comité voor de Voedingsnijverheid, betreffende de loon- en arbeidsvoorwaarden van de arbeiders tewerkgesteld in de groentenijverheid, algemeen verbindend verklaard bij Koninklijk Besluit van 20.2.2008 (Belgisch Staatsblad van 12.3.2008).

Zij heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2009 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 2010. Nadien wordt zij stilzwijgend verlengd voor opeenvolgende périodes van één jaar, behoudens opzegging door één der partijen uiterlijk drie maanden voor het verstrijken van de collectieve arbeidsovereenkomst bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de Voedingsnijverheid en aan de erin vertegenwoordigde organisâmes.

Gunstiger regelingen die voor de inwerkingtreding van deze collectieve arbeidsovereenkomst bestonden, blijven behouden.

Commentaar bij art. 6

De partijen komen overeen dat deze période van zes maanden opgebouwd kan worden door al dan niet onderbroken tewerkstellingsperiodes bij dezelfde werkgever in een referentieperiode van twee jaar. Eens deze voorwaarde van zes maanden is gerealiseerd, is die verworven voor alle latere périodes van tewerkstelling bij deze werkgever.

Commentaar bij artikel 7

Deze minimumuurlonen van de jongere werklieden, tewerkgesteld met een arbeidsovereenkomst voor studenten zoals bepaald in titel VII van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, werden vastgelegd rekening houdend met de opleidingsperiode van toepassing op jonge arbeiders en het vergemakkelijken van de integratie van jongeren op de arbeidsmarkt.